

« De quoi le SIONISME est-il le nom ? » Le sionisme, une décolonisation du sujet

Georges Bensoussan

Historien, responsable éditorial du Mémorial de la Shoah. Auteur, notamment de *Histoire intellectuelle et politique du sionisme* (Fayard), *Un nom impérissable : Israël, le sionisme et la destruction des Juifs d'Europe (1933-2007)*, (Seuil).

Comprendre le tumulte de malédiction qui frappe le sionisme suppose de faire retour sur la dimension colonisée de la condition juive. Sur le sort des Juifs en Occident et plus encore sur la condition de *dhimmi* en terre arabo-musulmane, marquée par un sentiment de vulnérabilité, un quotidien tissé d'insécurité, voire de peur, avec pour toile de fond une politique de discrimination ponctuée d'humiliations. Cette condition d'oppression fut à ce point assimilée qu'elle en vint par ne plus être perçue comme telle. En moins d'une génération (1945-1970) pourtant, sans que cela émeuve beaucoup les historiographes du temps présent, vingt siècles de vie juive et un million de personnes furent arrachés à leur terre natale.

En 1876, l'Alliance Israélite universelle envoie en mission à Marrakech, au Maroc, le professeur d'hébreu et grand hébraïsant Joseph Halévy pour y étudier *de visu* la possibilité d'ouvrir une école dans la ville : « (...) Il est impossible d'entendre le récit des souffrances de cette population sans être ému jusqu'aux larmes, raconte Halévy à son retour (...) C'est un spectacle poignant de les voir quelque fois par masses, sortir du mellah pour aller exécuter quelque corvée et, leurs souliers à la main, sautiller pour ne pas se blesser les pieds sur les cailloux

dont les rues sont pavées, et la tête enveloppée d'un simple mouchoir et exposée à toute l'ardeur du soleil. Au milieu de la ville, dans une sorte de hangar public, les pauvres femmes juives sont obligées de travailler presque journellement, pour un salaire dérisoire, aux objets d'équipement de l'armée, et elles ressentent vivement la honte d'être exposées sans voile aux yeux des Arabes, dans un pays où c'est un déshonneur pour une femme de ne pas sortir voilée. Le plus petit enfant arabe lance des injures, jette des pierres, tire par les vêtements ou par la barbe l'Israélite le plus vulnérable par son âge et ses vertus. Aucun de ces malheureux ne peut jouir d'un instant de sécurité : sous le moindre prétexte, le gouvernement fait chercher un Israélite dans sa maison et lui administre la bastonnade. Les coups ne sont pas comptés, leur nombre n'est pas fixé. Les exécuteurs frappent jusqu'à ce qu'on leur ordonne de cesser. Il y a des malheureux qui ont reçu jusqu'à 700 coups¹. »

Du Yémen, le 6 février 1929, une personnalité juive écrit au quotidien de Jérusalem *Doar Ha Yom* : « Le gouvernement a donné l'ordre formel de rechercher dans toutes les villes et dans tous les villages les enfants, garçons et filles, orphelins de père, de les arrêter et de les amener auprès de l'officier de police qualifié afin qu'ils soient ensuite instruits dans la religion de Mahomet conformément au Coran. (...) Ces pauvres victimes, privées de tout appui et de tout moyen de rachat, refusent d'abjurer leur foi. Mais leur bourreau ne leur laisse aucun repos, il les effraie par toutes sortes de menaces, fait pleuvoir des coups de bâton sur leur dos, des soufflets et des coups de poing et finit par les chasser devant lui et ordonne de les interner. Les malheureux enfants se trouvent enfermés dans des caves obscures, liés avec des chaînes de fer. A plusieurs reprises, les gardiens de la prison sont venus les visiter et les ont si cruellement menacé de mort que ces pauvres abandonnés ont fini par céder et trahir leur foi². »

S'agit-il de faits isolés et montés artificiellement en épingle, une sorte de « vision lacrymale » de l'histoire juive qui serait le strict pendant pour le monde arabomusulman de celle que dénonçait Salo Baron pour le monde chrétien ? Ou cette souffrance met-elle en lumière un état d'esprit à ce point intériorisé qu'il en est devenu un *éthos* ? En 1965, la revue *Les Temps modernes* publiait le témoignage d'un jeune Marocain, Saïd Ghallab, intitulé « Les Juifs vont en enfer » : « Dès qu'un Juif s'aventurait chez nous autres musulmans, écrit Ghallab, il était méprisé parce que le Juif c'est la décadence des décadences, l'être le plus vil qui soit. Et, pour nous autres, enfants, c'était comme ça parce que ça devait être juste. La preuve : les Juifs encaissent sans broncher. Et s'ils ne protestent pas, c'est parce qu'ils se sentent coupables.

(...) Une preuve que le Juif est un sous homme, c'est que nous, misérables,

nous les employons à des tâches que nous répugnons de faire. (...) La pire insulte qu'un Marocain puisse faire à un autre, c'est de le traiter de Juif. Il paraît même que Dieu s'en offense.

(...) C'est avec ce lait haineux que nous avons grandi, c'est dans cette tension que nous avons compris ce qu'était un Juif, nous gamins de la misère.

(...) Mes amis d'enfance sont demeurés antijuifs. Ils voilent leur antisémitisme virulent en soutenant que l'Etat d'Israël a été la création de l'impérialisme occidental. Mes camarades communistes eux mêmes sont tombés dans ce piège. Pas un numéro de la presse communiste ne dénonce l'antisémitisme des Marocains ni celui du gouvernement. (...) Or, il suffit d'ouvrir les yeux pour voir que les croix gammées tapissent les murs et de tendre l'oreille pour saisir combien est ancrée dans les cœurs la haine du Juif, même dans une classe paysanne très arriérée qui ignore ce que signifie Israël, donc, qu'il y a un « conflit politique » judéo-arabe. Tout se passe au contraire comme si le Juif était cet ennemi héréditaire qu'il faut éliminer, une épine dans la plante des pieds qu'il faut arracher, un mal qu'il faut détruire³. »

La condition juive fut tout du long une condition « négative » marquée de ne pas avoir reçu en partage ce qui facilite chez tous les hommes la sérénité, un pays natal et une égalité indiscutés⁴. Certes, les Juifs ont des droits comme ceux des autres hommes, et toute l'histoire du XX^e siècle répercute ce credo d'une seule voix. Mais d'une seule voix aussi l'histoire du siècle écoulé montre partout combien la condition juive a régressé. Entre 1933 et 1945, dans le sillage du III^e Reich, l'Europe est passée de l'émancipation démocratique à la re-ségrégation. Dans l'Europe communiste d'après 1945, l'égalité proclamée par le discours officiel cachait mal une sourde discrimination. Dans le monde arabe, l'abolition de la dhimmitude par la Porte (1856) et les proclamations d'égalité ont pauvrement masqué la mise à l'écart sournoise des Juifs dans tous les domaines, *a fortiori* quand à partir des années 1930 se mettent en place les processus d'indépendance qui entraîneront à terme, hors de tout « contexte palestinien », l'exode des Juifs d'Orient.

Le monde judéo-arabe ne fut ni l'enfer que certaine passion juive actuelle tend à camper, ni cette « symbiose de tolérance » qui constitue à la fois la légende dorée des bien pensants et une arme de la propagande arabe. La précarité fut la marque de la condition juive hors d'Europe aussi : la dynamique du sionisme ne peut s'entendre qu'à partir de cette atonie qui a gangrené la vie de plusieurs générations.

L'aliénation explique l'absence des Juifs *en tant que tels* sur le plan politique. Comme le silence des Juifs orientaux sur leur histoire, ou le récit magnifique que certains en font et qui sonne parfois comme l'écho d'une soumission

ancienne. Comme si les Juifs avaient accepté en silence de ne pas disposer des mêmes droits que leurs contemporains, comme s'ils avaient assumé l'infériorité qui les stigmatisait et que, habitués à la persécution, ils avaient fini par l'imputer au « destin » et à la « fatalité⁵ ».

L'aliénation juive met en scène un muet politique, constamment suspecté de dissimuler dans chacun de ses engagements la part de sa dimension juive... Dépourvu d'existence propre, le Juif se doit d'être le seul homme de la Création à parler au nom du « genre humain » en mettant son identité de côté quand il s'engage sur le terrain politique. « Déjà, avant guerre, analysait Edgar Morin dans *Autocritique* (1959), j'avais peur de réagir en Juif aux événements politiques et j'étais heureux de m'opposer, pacifiste, au "bellicisme" de la plupart des autres Juifs. Au cours de l'été 1940, je me disais : "Mieux vaut le salut de 40 millions de Français que celui de 500 000 Juifs." Les premières mesures raciales me renforcèrent dans cette sorte d'acceptation attristée. Si je n'avais pas été juif, j'aurais réagi dès les débuts de l'Occupation contre l'immonde antisémitisme, du moins je l'espère. Mais, me voulant plus lucide sur un point, je devenais plus aveugle sur l'autre.

J'étais même prêt à accepter l'immolation des Juifs si le salut des autres Français était à ce prix – si la fatalité de l'Histoire l'exigeait. Cette sorte de mentalité sacrificielle ; quoique inséparable de mes prises de conscience, a toujours dévié et retardé mes prises de conscience⁶. »

Quand le Juif met en garde ses contemporains que « ce n'est pas en tant que Juif qu'il parle, mais en tant que Français (et en tant qu'homme) », c'est l'aliéné qui parle par sa bouche, celui qui doit s'absenter de lui-même pour exister politiquement. Celui qui, comme tout opprimé, prétend pouvoir dépasser ces limites quand le propre de l'aliénation est d'abolir la liberté du choix. Alors que le regard hostile de l'opresseur façonne pour partie le visage de l'opprimé, marquant sa vie du signe de la crainte et du manque. Désigné comme tel, c'est en tant que tel seulement que le Juif devra se défendre. Ce trait là constitue précisément le socle d'une même condition juive partout sur la terre.

La géographie du ressentiment

L'ennemi m'oblige à redessiner mon identité. C'est donc à partir de son regard que je peux défaire l'aliénation qui m'enserme. Appartenir au genre humain ne suffit plus quand la qualité d'être humain n'est plus qu'une abstraction.

Or, le sionisme redonne la parole à des opprimés *en tant qu'opprimés* comme, à sa suite, l'Etat juif met au rebut la dhimmitude. Mais quand le conquérant et l'opresseur sont humiliés par la révolte de celui qu'ils oppriment, quand le schéma de domination est bousculé, la blessure psychique s'ouvre pour longtemps.

Tandis qu'à l'inverse, la liberté recouvrée de l'opprimé enrichit le monde : dès lors qu'il reconnaît et qu'est reconnue en miroir sa singularité, il peut reconnaître l'autre dans ce qu'il a de singulier. « Notre liberté libérera l'univers ; nos richesses l'enrichiront, nos grandeurs l'agrandiront ; et ce que nous tenterons en Palestine pour notre salut servira puissamment au bonheur de tous les hommes⁷ ». Mais quand l'humilié recouvre ses droits, voici l'opresseur rouge de colère, désireux même d'exterminer cet ancien sujet dont il vit l'existence recouvrée comme la négation de son existence propre. Ainsi le monde arabe voit-il dans l'Etat d'Israël (et le sionisme qui en fut le terreau) une suprême humiliation. Quand la victime se redresse, quand la rébellion contre le maître nie celui-ci comme maître, c'est tout le schéma mental de domination qui structure le monde arabe qui en sort ébranlé pour longtemps.

En Occident, enfin, on peut se demander pourquoi tant de milieux si peu concernés par ce minuscule conflit territorial versent-ils avec constance, depuis quarante ans pour beaucoup, voire davantage pour quelques uns, dans un antisionisme radical ? Parce que la libération de l'opprimé insupporte toujours son bourreau. Or, c'est la voie d'un refus du sionisme vécu comme la rédemption des Juifs déchus qu'entre 1917 et 1945 empruntèrent très logiquement les milieux animés de la plus intense des judéophobies, au premier chef l'Eglise catholique, les mouvances d'extrême droite et le III^e Reich. Là même où avant 1945 le Juif était accusé de venir d'Asie, comme le soutenait l'idéologue nazi Rosenberg qui voyait dans le sionisme « l'avant-garde du panasiatisme », aujourd'hui, le sionisme figurerait plutôt l'avant garde de l'impérialisme européen. On sommait jadis les Juifs de déguerpir en Palestine, à l'instar de ce camelot marseillais qui, un jour d'août 1905, enjoignait au petit Albert Cohen d'« aller voir à Jérusalem »⁸... Aujourd'hui, on leur crierait plutôt de « libérer la Palestine »... On leur reprochait jadis leur dispersion et leur « absence » de sens de l'Etat. On leur reproche aujourd'hui leur sens de l'Etat nation si puissant qu'il va jusqu'à ériger des murs « quand d'autres les abattent ». Quand l'heure était à l'exaltation de l'identité, on leur reprochait d'incarner le métissage. Aujourd'hui que le fond de l'air est à l'apologie de la mixité, on leur reproche d'incarner l'enracinement.

Depuis le premier congrès de Bâle (1897), l'antisémitisme occidental sonne comme le refus d'en finir avec la figure juive de l'oppression. Il plonge ses racines dans cet antijudaïsme traditionnel qui avait fait de la soumission du Juif une pierre angulaire de l'économie psychique de l'Europe. Des siècles durant, dans les mentalités collectives dont nous sommes les héritiers, la déchéance juive fut synonyme de la vérité du message christique. Comme l'écrivait dans le journal *La Croix* un prêtre français à la fin du XIX^e siècle : « Ils sont maudits si

nous sommes chrétiens ». Parce que la renaissance nationale juive fut perçue comme une forme de rédemption, le sionisme met en lumière cette « modernité régressive » sur laquelle sont venues se briser l'émancipation, la démocratie et les différentes stratégies d'intégration : les Statuts des Juifs dans la France de 1940 et 1941, comme la législation antisémite du III^e Reich ont le plus légalement du monde détricoté un siècle d'émancipation juive en Europe.

Que les Juifs ne fussent longtemps d'aucune patrie faisait d'eux ce « mauvais objet » qui nous permettait de vivre. « Que veut dire Patrie ? Terre des pères, écrivait en 1886 Edouard Drumont dans *La France juive* (...). On ne s'improvise pas patriote, on l'est dans le sang, dans les moelles. Le Sémite, perpétuellement nomade, peut-il éprouver des impressions aussi durables ? » Mais voici que les Juifs s'enracinent, perturbant au passage les représentations mentales de l'Occident. Le sionisme insupporte l'Europe quand il ancre les Juifs dans leur territoire, comme lorsqu'il nage à contre courant d'un monde occidental porté à l'apologie du mélange. Edifier un Etat *juif* dans un tel contexte fait figure d'archaïsme réactionnaire. Pire encore, c'est transformer les Juifs, victimes principales du nationalisme racial moderne, en ses véritables inventeurs. Ou comment travestir l'histoire pour soulager à point nommé la culpabilité des assassins. Certes, l'histoire juive est atypique, c'est le résultat d'un mouvement national singulier qui, à rebours des autres mouvements nationaux, est passé de la culture au politique, puis du politique au territoire. C'est aussi le fruit d'un monde assassiné, et dont les descendants nourrissent depuis lors une défiance instinctive à l'endroit de « l'espèce la plus dangereuse » (Germaine Tillion). De là, la volonté de se retrouver pour construire un Etat nation quand tant d'autres rêvent d'abolir les frontières.

Enfin, le refus arabe a sa part dans cette tragédie. C'est l'histoire inentamée d'un rejet en dépit des avatars de la diplomatie (deux accords de paix signés avec l'Egypte puis la Jordanie), l'histoire du refus, venu du plus profond de l'opinion, d'une souveraineté juive en Terre sainte, et qui a fait de l'Etat juif une forteresse murée dans une attitude obsidionale. L'acceptation de l'Etat d'Israël du fond des arrières pensées et des consciences aurait permis à l'Etat juif, depuis longtemps, de ne plus figurer à nouveau Massada, isolée aux confins lointains de l'Europe.

Le sionisme fut enfin récusé par des Juifs eux-mêmes, repoussant l'idée d'un pouvoir politique et militaire, seul à même de rendre aux Juifs la maîtrise de leur destin. La victoire de 1948 a fait oublier combien l'idée d'un Etat juif avait jadis coalisé contre elle de nombreux intellectuels : Hermann Cohen, Franz Rosenzweig, Martin Buber, Gershom Sholem, Hannah Arendt... Soixante ans plus tard, leurs épigones israéliens, confondant citoyenneté et nationalité, militent

pour une « déjudaïsation » du drapeau et de l'hymne national d'un Etat dont ils veulent faire ce qu'il est déjà, l'Etat de tous ses citoyens.

Le post-sionisme est l'héritier de cette opposition juive à un Etat national. La génération qui a formé les intellectuels israéliens des années 1970-1980, a nourri le climat qui semble l'emporter au sein d'une partie des élites d'Israël. Une propulsion nourrie à l'auto dénigrement et à l'auto accusation, venue du cœur même de l'Etat juif, vise à remettre en cause le bien fondé de la démarche politique du sionisme. Ce courant de pensée met en scène durant la Seconde Guerre mondiale un Yishouv cynique ayant tôt fait d'abandonner les Juifs d'Europe à leur sort, préoccupé qu'il était du seul souci de l'Etat à créer. Il montre un Etat d'Israël exploitant les souffrances des rescapés. Il fait de l'entreprise sioniste de 1948 une armée d'assassins et de spoliateurs de terres, campe l'Agence juive en instrument d'une manipulation du désarroi des Juifs des pays arabes et s'entend pour voir dans le sionisme une entreprise colonialiste du XIX^e siècle qui aurait « inventé » de toutes pièces le « peuple juif⁹ ». Cette « folle aventure » enfin aurait dégradé les « bonnes relations » que Juifs et Arabes entretenaient jadis...

Souvent d'origine ashkénaze, un grand nombre de ces intellectuels israéliens sont habités par le ressentiment. En rupture avec l'Occident qui les a faits et dont ils se sentent à raison partie prenante, souffrant d'une angoisse sociale inavouée, ils enragent (à bas bruit) de se trouver relégués dans ce coin perdu du Proche Orient où, comme leurs parents avant eux, arrivés là le plus souvent faute d'autre choix, ils se sentent en exil. Leurs refus met en lumière la dimension désaliénante de l'entreprise sioniste, cette libération psychique de l'image de soi. Pas seulement celle du sujet juif, mais plus largement celle de tout sujet humain qui fait retour au politique, c'est à dire à la volonté de déterminer librement sa vie. Cette liberté là, précisément, explique que les mêmes qui « tolèrent » le judaïsme en pleurant d'abondance sur la Shoah sont souvent, aussi, les premiers pourfendeurs du sionisme. Premiers contempteurs d'un mouvement qui brise une soumission si ancienne qu'elle paraît consubstantiellement liée au judaïsme lui-même. En libérant sa parole, le Juif émancipé met en péril un équilibre bâti jusque là à son détriment. Celui du monde occidental comme du monde arabomusulman qui ont longtemps fait de cette figure d'altérité la cristallisation du dégoût, de l'impureté et de la violence. C'est ce pourquoi le sionisme dérange l'économie psychique des mondes établis, ce en quoi il n'est *pas seulement* un mouvement national. En mettant en marche un projet politique désireux d'en finir avec l'aliénation du colonisé, en transformant un destin subi en une destinée assumée, il parle à tous les soumis de la terre, à tous ceux qui à la surface du monde sont encore parlés par d'autres.

notes

1. Bulletin de l'Alliance Israélite universelle, 2^o semestre 1876.
2. Ibid, avril 1929.
3. Saïd Ghallab, « Les Juifs vont en enfer », *Les Temps modernes*, n^o 229, 1965, pp. 2248-2251.
4. Cf. Albert Memmi, *Portrait d'un Juif*, Gallimard, 1962.
5. « A la différence des colonisés, écrivait Memmi en 1962, le Juif est un si vieil opprimé qu'il ne croit même plus tellement à son droit de vivre parmi les autres. » In Albert Memmi, *Portrait d'un Juif*, 1962, réédition Folio Gallimard p. 262.
6. *Autocritique* (1^o édition, 1959), réédition Points-Seuil, p 30.
7. Th. Herzl, *L'Etat des Juifs*.
8. Albert Cohen, *Ô vous, frères humains...*, Gallimard, 1972.
9. Aucun historien sérieux ne prétend le contraire, sauf à faire dans le déterminisme racial et ethnociste.